

**CONSEIL METROPOLITAIN DU  
JEUDI 23 MARS 2023**

**NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS  
EN EXERCICE : 81**

**QUORUM : 41**

Le Conseil Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué le jeudi 23 mars 2023, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Hubert FALCO.

Secrétaire de Séance :

PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
63	16	2

**OBJET DE LA DELIBERATION**

**N° 23/03/067**

**VILLE DE TOULON -  
JUSTIFICATION D'ABSENCE  
D'EVALUATION  
ENVIRONNEMENTALE  
RELATIVE A LA  
MODIFICATION SIMPLIFIEE  
N°8 DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME (PLU)**

**PRESENTS :**

M. Olivier CHARLOIS , Mme Geneviève LEVY, M. Thierry ALBERTINI, M. Ange MUSSO, M. Robert BENEVENTI, M. Gilles VINCENT, M. Robert CAVANNA, M. Hubert FALCO, M. Laurent JEROME, Mme Isabelle MONFORT, M. Emilien LEONI, M. Jean-Louis MASSON, M. Hervé STASSINOS, Mme Dominique ANDREOTTI, M. Yann TAINGUY, M. Mohamed MAHALI, M. Christophe MORENO, Mme Valérie RIALLAND, Mme Nadine ESPINASSE, M. Francis ROUX, Mme Edwige MARINO, Mme Chantal PORTUESE, Mme Amandine LAYEC, M. Amaury NAVARRANNE, Mme Virginie PIN, Mme Rachel ROUSSEL, Mme Magali TURBATTE, Mme Sylvie LAPORTE, Mme Anaïs DIR, Mme Corinne JOUVE, Mme Claude GALLI-ARNAUD, M. Pierre BONNEFOY, M. Bruno ROURE, Mme Kristelle VINCENT, Mme Christine SINQUIN, Mme Marie-Claude PAGANELLI-ARGIOLAS, M. Joseph MINNITI, M. Cheikh MANSOUR, Mme Corinne CHENET, Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Marie-Hélène CHARLES, Mme Valérie BATTESTI, M. Arnaud LATIL, Mme Delphine GROSSO, M. Laurent BONNET, M. Patrice CAZAUX, Mme Josy CHAMBON, M. Luc DE SAINT-SERNIN, Mme Pascale JANVIER, M. Erick MASCARO, M. Albert TANGUY, Mme Béatrice VEYRAT-MASSON, M. Jean-David MARION, Mme Josée MASSI, M. Amaury CHARRETON, M. Philippe LEROY, Mme Basma BOUCHKARA, Mme Valérie MONDONE, Mme Nathalie BICAIS, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Bernard ROUX, Mme Anne-Marie METAL, M. Gilles BALDACCHINO.

**REPRESENTES :**

M. Philippe BERNARDI ayant donné pouvoir à Mme Valérie BATTESTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE ayant donné pouvoir à M. Hubert FALCO, Mme Béatrice BROTONS ayant donné pouvoir à Mme Nadine ESPINASSE, M. Guillaume CAPOBIANCO ayant donné pouvoir à Mme Kristelle VINCENT, M. François CARRASSAN ayant donné pouvoir à M. Jean-Pierre GIRAN, M. Yannick CHENEVARD ayant donné pouvoir à M. Luc DE SAINT-SERNIN, M. Franck CHOUQUET ayant donné pouvoir à Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Jean-Pierre COLIN ayant donné pouvoir à Mme Corinne CHENET, M. Laurent CUNEO ayant donné pouvoir à Mme Edwige MARINO, M. Jean-Pierre EMERIC ayant donné pouvoir à M. Amaury CHARRETON, Mme Brigitte GENETELLI ayant donné pouvoir à M. Emilien LEONI, Mme Audrey PASQUALI-CERNY ayant donné pouvoir à Mme Anaïs DIR, M. Christian SIMON ayant donné pouvoir à Mme Anne-Marie METAL, M. Joël TONELLI ayant donné pouvoir à M. Bruno ROURE, Mme Sandra TORRES ayant donné pouvoir à Mme Nathalie BICAIS, Mme Véronique BERNARDINI ayant donné pouvoir à M. Francis ROUX.

**ABSENTS :**

M. Anthony CIVETTINI, Mme Cécile MUSCHOTTI.

## **Séance Publique du 23 mars 2023**

**N° D' O R D R E : 23/03/067**

**O B J E T : VILLE DE TOULON - JUSTIFICATION D'ABSENCE  
D'EVALUATION ENVIRONNEMENTALE RELATIVE A LA  
MODIFICATION SIMPLIFIEE N°8 DU PLAN LOCAL  
D'URBANISME (PLU)**

### **LE CONSEIL METROPOLITAIN**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L53-45 et suivants et R104-33 à R104-37,

**VU** le décret n°2017-1758 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** le décret n° 2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme et des unités touristiques nouvelles,

**VU** le Plan Local d'Urbanisme opposable de la ville de Toulon,

**VU** la décision n°CU-2022-3324, en application des articles R104-33 à R104-37 du Code de l'Urbanisme, de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale Provence Alpes Côte d'Azur (MRAe PACA), en date du 18 février 2023, concluant que « Le projet de modification simplifiée n°8 du Plan Local d'Urbanisme de la Commune de Toulon (83) ne nécessite pas d'évaluation environnementale. [...] »,

**VU** l'avis de la Commission Aménagement du Territoire, Planification et Stratégie Foncière en date du 1<sup>er</sup> mars 2023,

**CONSIDERANT** que le décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 portant modification des dispositions relatives à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme qui met en place un nouveau dispositif d'examen au cas par cas, réalisé par la personne publique responsable compétente en matière de Plan Local d'Urbanisme,

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article R104-33 du Code de l'Urbanisme, la personne publique responsable peut :

- Décider de réaliser une évaluation environnementale dans les conditions prévues aux articles R104-19 à R104-27 du Code de l'Urbanisme,
- Décider qu'une évaluation environnementale n'est pas nécessaire ; dans ce cas, elle saisit l'autorité environnementale pour avis conforme dans les conditions prévues aux articles R104-34 à R104-37 du Code de l'Urbanisme ; au vu de cet avis conforme, elle prend une décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale,

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article R104-37 du Code de l'Urbanisme, la décision relative à la réalisation ou non d'une évaluation environnementale doit donner lieu à une délibération motivée du Conseil Métropolitain,

**CONSIDERANT** qu'une procédure de modification simplifiée n°8 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) est engagée en vue de permettre :

- La création d'un emplacement réservé n°516 au profit de la Métropole afin de permettre la mise en œuvre d'un projet de création de logements porté par le Ministère des Armées ;
- La suppression partielle de l'emplacement réservé n°504 en raison de la renonciation à l'acquisition de la parcelle AZ260 suite à la mise en demeure des propriétaires formulée auprès de la Métropole ;
- Des ajustements réglementaires divers ;
- L'intégration de la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU pour la réhabilitation et l'extension du Palais de Justice et la création d'une Cité Judiciaire ;
- L'enrichissement de l'inventaire du patrimoine avec l'intégration d'une nouvelle fiche et la correction d'une erreur matérielle,

**CONSIDERANT** que l'ensemble des évolutions objets de la modification simplifiée n°8 se situe en zone urbaine, dans des secteurs déjà fortement anthropisés,

**CONSIDERANT** que les aménagements projetés étant écologiquement déconnectés du site Natura 2000, les incidences probables sur ce site sont considérées comme négligeables,

**CONSIDERANT** que les secteurs concernés par la présente procédure sont situés en zone urbaine, ils n'ont donc pas d'impact significatif sur les milieux naturels et la biodiversité,

**CONSIDERANT** que les aménagements envisagés par le projet de modification n'ont pas pour objet la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers,

**CONSIDERANT** que le dimensionnement du réseau d'eau potable de la ville est suffisant pour absorber la production de logements supplémentaires permise par la présente procédure,

**CONSIDERANT** que les aménagements projetés, dans leur mise en œuvre, respecteront les prescriptions relatives à la gestion des eaux pluviales imposées par le règlement du PLU,

**CONSIDERANT** que le système d'assainissement de la ville est en mesure d'accueillir les projets émanant de cette procédure,

**CONSIDERANT** que les projets dont la procédure permettra la mise en œuvre n'auront pas d'impacts négatifs sur les perspectives paysagères ; qu'une incidence positive sur le patrimoine bâti est à noter puisque l'inventaire du patrimoine est enrichi d'une nouvelle fiche ; que par ailleurs, le programme de création de logements envisagé par le Ministère des Armées devra respecter des contraintes patrimoniales spécifiques puisqu'il inclut un bâtiment identifié au titre de l'inventaire du patrimoine,

**CONSIDERANT** que la procédure ne concerne pas de sites et sols pollués, de secteurs soumis à des risques ou des nuisances, et qu'elle n'est pas de nature à en induire de nouveaux,

**CONSIDERANT** que les secteurs concernés par la présente procédure sont situés en zone urbaine, ils n'ont donc pas d'impact significatif sur l'air, l'énergie ou le climat,

**CONSIDERANT** que la procédure n'induisant aucune incidence sur l'environnement ou la santé humaine, une évaluation environnementale n'est pas nécessaire,

**CONSIDERANT** la décision n°CU-2022-3324 du 18 février 2023 de l'autorité environnementale émettant un avis favorable à la non réalisation d'une évaluation environnementale,

Et après en avoir délibéré,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'APPROUVER** les justifications portant sur la non nécessité de soumettre le projet de modification simplifiée à évaluation environnementale telles que développées ci-dessus.

### **ARTICLE 2**

**D'AUTORISER** Monsieur le Président de la Métropole TPM, à prendre toutes dispositions, à signer tout acte ou tout document tendant à rendre effective cette décision.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que la présente délibération sera notifiée au préfet du Var et fera l'objet d'un affichage à l'Hôtel de la Métropole TPM et en Mairie de Toulon durant un mois, d'une parution sur le site Internet de la Métropole TPM et de la Mairie de Toulon pendant un mois, conformément aux dispositions de l'article R 104-37 du Code de l'Urbanisme.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.  
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 23 mars 2023

Hubert FALCO

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée  
Ancien Ministre



POUR 74

CONTRE 0

ABSTENTION 5

Monsieur Olivier CHARLOIS , Monsieur Amaury NAVARRANNE,  
Madame Rachel ROUSSEL, Monsieur Philippe LEROY, Monsieur  
Gilles BALDACCHINO.